



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Achat et installation d'un système d'analyse couplé EBSD-EDS 3D
sur un MEB-FIB Helios 5 PFIB CXe

Institut polytechnique de Grenoble

DAFA / Service Achats
46 avenue Félix Viallet
38031 GRENOBLE Cedex 1

Pour la Plateforme CMTC

Le titulaire du marché est informé qu'il est réputé avoir pleinement accepté les clauses du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

SOMMAIRE

Table des matières

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2 TYPE DE MARCHÉ.....	5
1.3 MODALITÉS DE COMMANDE.....	5
2. PIÈCES CONTRACTUELLES	5
3. DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	5
3.1 DURÉE DU MARCHÉ	5
3.2 DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	5
3.3 PROLONGATION DES DÉLAIS	6
4. PRIX	7
4.1 CARACTÉRISTIQUES DES PRIX PRATIQUÉS	7
4.2 MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX	7
4.2.1 Formule de variation des prix	7
4.2.2 Règle d'arrondis.....	8
5. RÉGIME FINANCIER APPLICABLE	8
5.1 GARANTIE FINANCIÈRE	8
5.2 AVANCE.....	8
5.3 MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AVANCE	9
5.4 MODALITÉS DE REMBOURSEMENT DE L'AVANCE	9
5.5 ÉCHÉANCIER DE PAIEMENT	9
5.6 PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	10
5.7 DISPOSITIONS APPLICABLES EN MATIÈRE DE FACTURATION ÉLECTRONIQUE.....	11
5.8 RÈGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES OU DE SOUS-TRAITANCE ...	12
5.9 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT	12
6. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION	13
6.1 MODALITÉS D'EXÉCUTION	13
6.1.1 Conditions d'installation	13
1. EMBALLAGE – TRANSPORT – LIVRAISON.....	13
6.1.2 Dommages occasionnés par les livraisons et les installations.....	14
6.1.3 Stockage, emballage, transport des fournitures et gestion des emballages.....	14
6.1.4 La gestion des déchets.....	14
6.1.5 Installation et mise en service	15
6.1.6 Formation.....	15
6.2 REPRÉSENTATION DU TITULAIRE	15
6.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	15
6.3.1 Obligations du titulaire	15
➤ Obligation d'information relative au titulaire	15
➤ Obligation de conseil	16
➤ Obligation d'information.....	16
➤ Obligation de confidentialité	16
6.3.2 Ligne téléphonique non surtaxée	17
6.3.3 Protection des données à caractère personnel.....	17
6.3.4 Destruction des données.....	17

6.3.5	Audit de sécurité	17
6.3.6	Mesures de sécurité	17
6.3.7	Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	18
6.4	ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ	18
6.5	GARANTIE.....	18
6.6	DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES	19
7.	CONSTATATIONS DE L'EXÉCUTION	19
7.1	VÉRIFICATIONS	19
7.2	DÉCISION APRÈS VÉRIFICATIONS.....	21
8.	PÉNALITÉS.....	21
8.1	DISPOSITIONS D'APPLICATION	21
8.2	PÉNALITÉS DE RETARD	21
8.3	PÉNALITÉ RELATIVE À LA GESTION DES DÉCHETS	22
8.4	PÉNALITÉ POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE ENVIRONNEMENTALE GÉNÉRALE	22
8.5	PÉNALITÉ POUR NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	22
8.6	PÉNALITÉ POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SÉCURITÉ OU DE CONFIDENTIALITÉ	22
8.7	PÉNALITÉ RELATIVE À LA SOUS-TRAITANCE.....	22
8.8	PÉNALITÉ DE TRAVAIL DISSIMULÉ	22
9.	MODIFICATION DU MARCHÉ	23
9.1	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	23
9.2	CESSION DU MARCHÉ	23
9.3	ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES	23
9.4	CLAUDE DE RÉEXAMEN EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES AFFECTANT SIGNIFICATIVEMENT LES CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	23
10.	SUSPENSION DES PRESTATIONS.....	24
10.1	SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES RENDANT TEMPORAIREMENT IMPOSSIBLE LA POURSUITE DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ	24
11.	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ENTRE LES PARTIES	24
12.	RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	24
12.1	CONDITIONS DE RÉSILIATION.....	24
12.2	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	25
13.	RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	25
14.	DÉROGATIONS	25
15.	ANNEXE RGPD	27

1. Dispositions générales

1.1 Objet du marché

La présente consultation concerne l'achat et l'installation d'un système d'analyse couplé EBSD-EDS 3D et son installation sur un Helios 5 PFIB CXe DualBeam de la marque ThermoFisher. Il comporte un système d'analyse par diffraction des électrons rétrodiffusés (EBSD) couplé à un système de microanalyse X par spectrométrie à sélection d'énergie (EDS).

Le périmètre est le suivant :

Offre de base	Systèmes EBSD-EDS 3D
Tranche optionnelle	Maintenance de l'équipement
Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative N°1	En cas de bris de la fenêtre mince ou d'un problème de fonctionnement de la tête de détection EDS, coût de remplacement de la tête de détection EDS
Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative N°2	En cas de bris de l'écran du détecteur EBSD, coût de remplacement de l'écran du détecteur EBSD
Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative N°3	Logiciel de traitement des données 3D pour l'EBSD et l'EDS avec un chiffage
Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative N°4	Logiciel de visualisation des données 3D pour l'EBSD et l'EDS avec un chiffage
Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative N°5	Interface de pilotage externe du système EBSD-EDS de type API pour pouvoir piloter le système par exemple via une programmation de type Python.

Lieu d'exécution :

CEA Grenoble

Bâtiment 51B - Pièce B140

17, rue des Martyrs

38054 GRENOBLE cedex 9

Il est précisé que la pièce B140 est située au RdC du Bâtiment 51B.

1.2 Type de marché

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Il s'agit d'un marché à tranches passé en application des articles R.2113-4 à 6 du Code de la commande publique

1.3 Modalités de commande

La notification du marché vaut commande.

2. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, notamment le cadre de réponse financier ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe RGPD ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) - Arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cadre de réponse technique du titulaire et ses éventuelles annexes ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toutes clauses de l'offre du titulaire (dont les conditions générales de vente) qui sont contraires aux dispositions prévues dans le cadre du marché sont réputées non écrites.

3. Durée et délais d'exécution

3.1 Durée du marché

Le marché débute à compter de sa notification, soit à la date d'accusé réception des pièces contractuelles par le titulaire, et prend fin soit à l'issue de la période de garantie, soit à la fin de la période de maintenance si la tranche optionnelle est affermie.

3.2 Délais d'exécution

Par dérogation aux articles 30.1 et 30.2 du CCAG-FCS, les délais maximums d'exécution sont fixés comme suit et comme indiqué à l'article 4 de l'acte d'engagement :

La livraison de l'instrument par le titulaire devra impérativement être réalisée au plus tard à T0 + 90 jours (T0 étant la date de notification de la tranche ferme).

Les délais maximums d'exécution des prestations sont fixés comme suit :

<u>Etapas</u>	<u>Délai maximum d'exécution du marché (T0 = date de notification)</u>	<u>Intervenants</u>	<u>Document exigés</u>
Livraison du matériel	T0 + 90 jours	Titulaire	Bon de livraison daté, signé et facture conforme
Installation et mise en service	Au plus tard à T0 + 105 jours	Titulaire	PV d'installation et de mise en service daté signé
Vérification d'aptitude	Au plus tard à T0 + 110 jours	Grenoble INP-UGA	Procès-verbal d'admission provisoire daté, signé
Admission	A l'issue des opérations de vérifications de service réguliers Au plus tard à T0 + 170 jours	Grenoble INP-UGA	Procès-verbal d'admission daté, signé
Formation initiale de 3 jours	Au plus tard à T0 + 125 jours	Titulaire	Attestation de formation
Formation complémentaire de 2 jours	Au plus tard dans les deux années qui suivent l'admission	Titulaire	Attestation de formation
Garantie	24 mois à compter de l'admission	Titulaire	
Affermissement Tranche optionnelle	Au plus tard 24 mois à compter de l'admission si tranche retenue pour une durée de 3 ans renouvelable 2 fois	Grenoble INP-UGA	Notification décision d'affermissement

3.3 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, une prolongation des délais d'exécution peut également être accordée au titulaire pour une cause ne relevant pas de sa responsabilité et qui fait obstacle à l'exécution du marché dans les délais initialement fixés.

Pour bénéficier d'une prolongation, le titulaire doit signaler à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels prévus et indique la durée de la prolongation souhaitée.

Toute demande doit parvenir à l'acheteur à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues et en tout état de cause **avant la date d'exécution initialement prévue**.

4. Prix

4.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par l'application d'un prix global forfaitaire tel que fixé dans le cadre de réponse financier et l'acte d'engagement.

Toutes les prestations associées à cet achat sont les suivantes : livraison, installation, mise en service, formation, documentation, support technique, service après-vente, garantie.

En application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont les frais de dédouanement), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

L'acheteur utilise **l'incoterm multimodal DDP** en matière de transport d'équipements et l'impose au titulaire du marché.

4.2 Modalités de variation des prix

Les modalités de variation des prix développées ci-après concernent le prix global et forfaitaire proposé par le titulaire comprenant l'acquisition de l'équipement et les prestations associées à cet achat.

4.2.1 Formule de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement du prix initial correspond au mois de la date limite de remise des offres par le titulaire appelé « mois zéro ». Ainsi, le prix est réputé établi sur la base des conditions économiques de ce « mois zéro ».

Le prix est ferme et actualisable. Ainsi, si l'exécution des prestations débute plus de 3 mois après la date de fixation du prix, celui-ci est actualisé selon la formule suivante :

$$P = P_o \times (I-3 / I_o)$$

Dans cette formule :

P = prix actualisé ;

P_o = prix fixé dans l'offre du titulaire ;

I_o = valeur de l'indice de prix en vigueur au mois d'établissement des prix ;

I-3 = valeur de l'indice de prix trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

L'indice de référence, publié sur le site Internet de l'INSEE <http://www.indices.insee.fr> est le suivant : **Identifiant 010534472 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de base - A38 CK, CPF 28 - Machines et équipements n.c.a. - Base 2015.**

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'indice correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

4.2.2 Règle d'arrondis

Après mise en œuvre de la formule, les prix actualisables sont arrondis, par excès ou par défaut, à la deuxième décimale :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale reste inchangée (arrondi par défaut)
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

5. Régime financier applicable

5.1 Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

5.2 Avance

Au moment de la notification, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur ou égal à 50 000 € hors taxes (HT) et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Lorsque la durée de la tranche affermie est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises de la tranche affermie.

Lorsque la durée de la tranche affermie est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises de la tranche affermie divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 30% pour la tranche affermie.

Conformément à l'article R. 2191-6 du code de la commande publique, lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Conformément à l'article R. 2191-9 du code de la commande publique, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation des prix.

Conformément à l'article R. 2191-5 du code de la commande publique, le titulaire du marché peut refuser le versement d'une avance.

5.3 Modalités de versement de l'avance

Le versement de l'avance ne nécessite pas l'émission d'une facture par le titulaire.

5.4 Modalités de remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes quand le montant des prestations exécutées atteint 60 % du montant TTC de la tranche affermie.

5.5 Échéancier de paiement

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS. Le règlement sera effectué suivant les conditions ci-après :

Tranche ferme

<u>Echéancier de paiement</u>	<u>Etape d'exécution du marché</u>	<u>Pourcentage</u>	<u>Date maximale à compter de la notification du marché (T0)</u>	<u>Intervenants</u>	<u>Document exigés</u>
Acompte	Livraison du matériel	40 %	T0 + 90 jours	Titulaire	Bon de livraison daté, signé et facture conforme
Acompte	Vérification d'aptitude	20 %	T0 + 110 jours	Grenoble INP-UGA	Procès-verbal d'admission provisoire daté, signé et facture conforme
Solde	Admission	40 %	T0 + 170 jours	Grenoble INP-UGA	Procès-verbal d'admission daté, signé et facture conforme

Tranche optionnelle relative à la maintenance :

	Paieiment (%)	Point de déclenchement	DOCUMENTS EXIGES
Acompte N°1	1/3 du montant total de la tranche sera effectué sur la présentation d'une facture annuelle, d'un (des) rapport d'intervention et interviendra à terme échu.	Paieiment à terme échu au premier jour d'exécution de la tranche optionnelle	Décision d'affermissement et rapport d'intervention
Acompte N°2	1/3 du montant total de la tranche sera effectué sur la présentation d'une facture annuelle, d'un (des) rapport d'intervention et interviendra à terme échu.	12 mois à compter du premier acompte	
Solde	1/3 du montant total de la tranche sera effectué sur la présentation d'une facture annuelle, d'un (des) rapport d'intervention et interviendra à terme échu.	12 mois à compter du quatrième acompte	

5.6 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- 1° le numéro du marché et du bon de commande ;
- 2° la date d'exécution des prestations ;
- 3° le montant des prestations admises, révisé selon les cas, hors TVA ;
- 4° le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- 5° les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 6° le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- 7° la date de facturation ;

8° en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

9° en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

5.7 Dispositions applicables en matière de facturation électronique

Conformément à l'article 11.8 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est tenu, en application du Code de la commande publique, de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique, il les transmet selon les modalités énoncées ci-dessous.

Les demandes de paiement doivent parvenir par voie électronique via **Chorus pro** (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

Le numéro de SIRET qui identifie le destinataire de la facture est le :

193 819 125 00017

Le numéro d'engagement est le numéro du bon de commande financier issu du logiciel "SIFAC".

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° Le numéro de bon de commande financier issu du logiciel « SIFAC » : 10 chiffres commençant par 45 ➔ **45XXXXXXXX** ; dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement : **FACTURES1_AVEC_ENGAG** ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés et des prestations réalisées ;

8° Le prix unitaire HT des produits livrés, des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total HT et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du Code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail public de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

5.8 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance, le paiement des prestations s'effectue dans les conditions prévues à l'article 12 du CCAG-FCS.

5.9 Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire sont payées dans un délai global de 30 jours.

Ce délai court à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'admission des prestations dans le cas où la date de réception de la demande de paiement est antérieure à cette date d'admission.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6. Conditions particulières d'exécution

6.1 Modalités d'exécution

6.1.1 Conditions d'installation

Les contraintes d'installation du système devront figurer dans l'offre (surface au sol, alimentations électriques ...).

Visite de pré-installation :

Au moins 2,5 mois avant la date prévue pour la livraison, le titulaire procédera à une visite de pré-installation du local d'accueil, de façon à contrôler que l'environnement est compatible avec un fonctionnement correct du système. Cette visite de contrôle fera l'objet d'un compte-rendu détaillé par le titulaire, et devra proposer si nécessaire, les mesures correctives éventuelles à réaliser avant l'installation du matériel. Ce compte rendu comprendra également la fourniture de **l'annexe H** et si nécessaire des plans avec zones de maintenance en version finale, au format .dxf ou .dwg (voir paragraphe 15 du CCTP). Cette annexe H devra être fournie au CEA.

Lieu d'installation

CEA Grenoble

Bâtiment 51B - Pièce B140

17, rue des Martyrs

38054 GRENOBLE cedex 9

Il est précisé que la pièce B140 est située au RdC du Bâtiment 51B.

L'équipement étant installé dans des locaux CEA, toutes les règles CEA en matière d'installation d'équipement s'appliquent. Voir le paragraphe 15 du CCTP. Un plan de prévention sera établi par le CEA.

1. Emballage – Transport – livraison

L'Équipement est emballé et transporté sous la responsabilité du Titulaire.

Avant toute livraison, le titulaire devra obligatoirement contacter le responsable technique au moins 48 heures à l'avance par courriel.

Le nom et les coordonnées du responsable technique seront communiqués au titulaire lors de la notification du marché.

Les livraisons sont uniquement effectuées du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00. Toute livraison doit être faite au Bâtiment « RECEPTION » du CEA.

L'adresse du bâtiment réception est :

CEA GRENOBLE
BATIMENT RECEPTION

17 Rue des Martyrs

38054 GRENOBLE CEDEX 9

Le Titulaire doit impérativement indiquer sur l'étiquette d'identification des colis (dans le bordereau de livraison intérieur) le numéro et le nom complet du marché INP transmis lors de la notification.

Le CEA Grenoble étant situé dans une Zone à Faibles Emissions (ZFE) pour les véhicules utilitaires légers et poids lourds, le Titulaire, son personnel et ses sous-traitants éventuels doivent se conformer à la réglementation en vigueur.

6.1.2 Dommages occasionnés par les livraisons et les installations

Le titulaire reste responsable de toute dégradation, de quelque nature que ce soit, occasionnée par ses agents ou le transporteur sur les équipements du site de l'acheteur.

L'acheteur se réserve le droit d'exécuter lui-même ou de faire exécuter, au compte du titulaire, la réparation des dommages causés.

6.1.3 Stockage, emballage, transport des fournitures et gestion des emballages

Le stockage, l'emballage, le transport des fournitures ainsi que la gestion des emballages sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Sauf stipulation contraire dans les documents particuliers du marché, les emballages restent la propriété du titulaire et relèvent de sa responsabilité. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

6.1.4 La gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination de tous les déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à l'article 8.3 du présent CCAP.

6.1.5 Installation et mise en service

Avant la date effective d'installation et de mise en service, le titulaire doit obligatoirement contacter le responsable **technique au moins 15 jours à l'avance** par courriel. Ce délai de 15 jours est impératif et permet d'accomplir les formalités nécessaires à l'accès du site sécurisé du CEA.

La mise en service de l'équipement et la formation sont assurées en totalité par le titulaire.

6.1.6 Formation

La formation des utilisateurs devra être incluse dans l'offre et se faire sur le site du CEA.

L'offre devra contenir :

- une formation initiale d'au moins 3 jours pour 6 personnes au plus tard 7 jours à l'issue de l'Admission provisoire,
- une formation complémentaire d'au moins 2 jours pour 6 personnes dans une période fixée par Grenoble INP-CMTC, au plus tard dans l'année qui suit l'Admission.
- une assistance en informatique pendant la période de garantie.
- une formation lors des mises à jour logiciels.

Ces formations seront dispensées par un formateur attitré de l'équipementier

6.2 Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne la ou les personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché, conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS.

6.3 Obligations du titulaire

6.3.1 Obligations du titulaire

Certaines obligations du titulaire sont précisées ci-après.

➤ Obligation d'information relative au titulaire

Si des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire surviennent en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de le notifier sans délai à l'acheteur conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS.

➤ **Obligation de conseil**

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations réalisées pour l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Le titulaire est astreint à un devoir de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. Le titulaire est appelé à être force de proposition.

➤ **Obligation d'information**

Il appartient au titulaire de mettre en garde l'acheteur contre toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles à la bonne fin de sa mission. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le titulaire s'engage à rester à la disposition de l'acheteur pendant toute la durée de l'exécution du marché afin de répondre à toute question, par mail et téléphone.

➤ **Obligation de confidentialité**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution. Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Pour l'exécution du contrat, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

➤ **Obligation du titulaire en cas de groupement d'opérateurs économiques et/ou de sous-traitance**

Les obligations du titulaire en cas de groupement d'opérateurs économiques et/ou de sous-traitance sont définies aux articles 3.5 et 3.6 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance, le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission à l'ensemble des obligations énoncées au présent article 6.2. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Il reste responsable du respect de ces obligations.

6.3.2 Ligne téléphonique non surtaxée

Le titulaire s'engage à délivrer un numéro de téléphone non surtaxé permettant à l'acheteur de le joindre durant toute la durée du marché.

6.3.3 Protection des données à caractère personnel

Cf. article 15 du présent CCAP.

6.3.4 Destruction des données

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

6.3.5 Audit de sécurité

L'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire ou le cas échéant de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par l'acheteur.

Le titulaire est informé 15 jours à l'avance (date de l'audit, modalités financières pour l'acheteur et le titulaire, etc.).

L'acheteur, ou l'organisme mandaté à cette fin, peut, pendant une période de six mois à compter du terme de l'exécution du marché ou de sa résiliation, exercer un contrôle dans les locaux du titulaire et, le cas échéant, dans ceux de ses sous-traitants afin de vérifier que les dispositions en matière de destruction des données ont été effectivement appliquées.

6.3.6 Mesures de sécurité

Conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS, lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières sont indiquées par l'acheteur dans les documents particuliers du marché. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce fait, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les deux conditions suivantes soient remplies :

- les informations ne lui ont été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre ;
- il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Par ailleurs, le titulaire sensibilise son personnel intervenant dans le cadre des prestations à l'ensemble des mesures de sécurité définies par l'acheteur ou s'imposant à ce dernier, et veille à ce que son personnel respecte les stipulations du présent marché concernant la sécurité.

6.3.7 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Le titulaire doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

6.4 Assurance et responsabilité

Conformément à l'article 18 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et de tout local mis à sa disposition par l'acheteur. Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par l'acheteur ne peuvent être utilisés qu'aux fins et dans les limites prévues dans le marché. Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire par l'acheteur est détruit ou endommagé ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer, de le remettre en état ou d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf à la date du sinistre. De même, le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents - de quelque nature que ce soit - à l'égard des biens et des personnes, causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire fournit l'attestation de responsabilité civile sur demande expresse de l'acheteur.

6.5 Garantie

Une garantie pièce et main d'œuvre incluant la maintenance et le support technique pour l'ensemble du matériel doit être incluse pour une durée de 24 mois à compter de l'admission du matériel, frais de déplacement de personnel inclus.

Pendant la période de garantie l'équipementier s'engage à intervenir dans un délai maximum de 3 jours ouvrés après réception d'un mail de la part de Grenoble INP.

Pour les logiciels inclus dans la proposition du soumissionnaire, celui-ci s'engage à fournir les mises à jour de ces logiciels (update et upgrade) durant la période de garantie sans facturation supplémentaire.

Les prestations font l'objet d'une garantie d'une durée minimale de **24 mois** dont le point de départ est la date de décision d'admission définitive constatée par procès-verbal.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Le titulaire doit être en capacité d'assurer un support technique téléphonique mais aussi se déplacer sur site en cas de problème spécifique.

La garantie s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue à l'article 1641 du code civil ainsi que la garantie légale de conformité prévue aux articles L217-4 à L217-14 du Code de la consommation.

6.6 Dispositions environnementales

D'une manière générale, le titulaire décrira les actions mises en œuvre pour un équipement plus durable.

Le Titulaire indiquera notamment la durée pendant laquelle il s'engage à remplacer les pièces détachées usagées, à pouvoir assurer la maintenance du système et à fournir les consommables correspondants.

De même, le titulaire indiquera la durée pendant laquelle il s'engage à proposer des solutions software et hardware pour s'adapter aux évolutions informatiques et assurer la compatibilité du pilotage de l'équipement avec les versions ultérieures de système opératif.

7. Constatations de l'exécution

7.1 Vérifications

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FC, les délais de vérifications sont indiqués dans l'article 3 du présent document.

Les opérations de vérification sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

a) Première étape : la vérification d'aptitude :

Le titulaire devra démontrer la capacité de son Equipement à atteindre les spécifications sur lesquelles il s'engage, en présentant des résultats obtenus avec l'équipement proposé en usine et une fois installé dans les locaux du CEA.

A la livraison des matériels, le titulaire fournira les résultats des tests de performances garanties réalisés en usine.

Des tests de performances seront réalisés sur site. Les paramètres suivants devront notamment faire l'objet de tests :

EBSD :

- Vérification de la calibration dimensionnelle de l'image MEB sur une grille Agar inclinée à 70° (sur porte objet Rocking Mill).
- Vérification de la calibration du pattern center pour l'EBSD 2D, le TKD et l'EBSD 3D.
- La réalisation d'une cartographie EBSD sur du nickel recristallisé à la vitesse maximale de la caméra en configuration 2D. La vitesse maximale de la caméra devra être conforme à celle indiquée dans l'offre. De même, pour cette vitesse de caméra, la vitesse maximale d'indexation effective des clichés devra être conforme à celle indiquée dans l'offre.
- Vérification du couplage avec AS&V : réalisation d'une cartographie EBSD en configuration 3D avec rocking mill à vitesse maximale de la caméra et sauvegarde des clichés (vérification du temps d'écriture sur le disque) sur un échantillon fourni par le client .

EDS :

- Mesure de la résolution sur la raie $K\alpha$ du manganèse (à 15 kV) et sur la raie $K\alpha$ du fluor (à 10 kV) à 10 kcps.
- Mesure de la résolution sur la raie $K\alpha$ du manganèse pour différentes constantes de temps et différents taux de comptage.
- Vérification de l'efficacité de la fenêtre : mesure du rapport d'intensité des raies $K\alpha/L\alpha$ du Cu à 20 kV.
- Vérification de la calibration en énergie de la chaîne de mesure pour toutes les constantes de temps et pour différents taux de comptage.
- Vérification des paramètres de la prise d'images électroniques et notamment de la calibration dimensionnelle.
- Vérification du couplage avec AS&V : réalisation de cartographies chimiques EDS en configuration 3D.

A l'issue de la vérification d'aptitude, le pouvoir adjudicateur procédera à la vérification de service régulier.

b) Deuxième étape : la vérification de service régulier

La vérification de service régulier a pour but de constater que le matériel et les progiciels fournis sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation.

7.2 Décision après vérifications

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS et aux alinéas 2 et 3 de l'article 30.3 du CCAG-FCS, les délais de vérifications sont indiqués dans l'article 3 du présent document.

À l'issue de chacune des opérations de vérifications (simples puis approfondies), l'acheteur prend une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

8. Pénalités

8.1 Dispositions d'application

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à l'application de pénalités. Sauf indication contraire dans le présent document, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

La disposition selon laquelle le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT n'est pas applicable au présent marché. Ainsi, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, toute pénalité quel que soit le montant peut être exigée.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Les titulaires sont donc intégralement redevables de leurs obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Ils ne sauraient se considérer comme libérés de leurs obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle. Les différents types de pénalités ne sont pas exclusifs les uns des autres et peuvent être cumulés. Le montant cumulé de toutes les pénalités encourues par le titulaire est défalqué directement par l'acheteur du montant des factures présentées par le titulaire.

8.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, si du seul fait du titulaire, le délai d'exécution contractuel est dépassé, celui-ci encourt des pénalités de retard, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, ces pénalités de retard sont calculées selon la formule suivante :

$P = V \times R / 500$ dans laquelle :

P représente le montant de la pénalité ;

V représente la valeur totale du bon de commande ;

R = le nombre de jours de retard.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total HT du marché ou du montant HT du bon de commande.

8.3 Pénalité relative à la gestion des déchets

En cas d'absence de transmission, suite à la demande de l'acheteur, des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de 200 € HT.

8.4 Pénalité pour non-respect de la clause environnementale générale

Conformément à l'article 16.2.3 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des obligations environnementales fixées par le marché., le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de 200 € HT.

8.5 Pénalité pour non-respect de la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation applicable en matière de respect de la protection des données à caractère personnel et/ou des stipulations du marché relatives à la protection des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité de 500 € HT.

8.6 Pénalité pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité prévues au présent marché, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- Pour non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- Pour non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

8.7 Pénalité relative à la sous-traitance

Conformément à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS, en cas d'absence de communication du contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants, dans un délai de 15 jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1% du montant HT du marché, éventuellement modifiés, ou, à défaut, du montant HT du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

8.8 Pénalité de travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique après mise en demeure préalable restée sans effet une pénalité correspondant à 10.0 % du montant TTC de la totalité du marché.

Le montant de cette pénalité ne peut toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9. Modification du marché

9.1 Dispositions générales

L'acheteur se réserve la possibilité de modifier le marché conformément aux articles R.2194-2 à R.2194-9 du Code de la commande publique.

9.2 Cession du marché

Le titulaire ne peut céder ou transférer tout ou partie du marché (y compris dans le cas d'une fusion, apport partiel d'actifs, ou acquisition de sociétés ou toute opération similaire) sans le consentement préalable écrit à l'acheteur. La demande doit être adressée à l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr . De convention expresse, le changement de contrôle du titulaire est assimilé à une cession, et emporte les mêmes obligations et conséquences. Dans tous les cas, toute modification affectant le titulaire est impérativement, et sans délai, portée à la connaissance de l'acheteur via l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr . Le titulaire fournit, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement.

9.3 Évolutions réglementaires

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable, une modification des prestations s'avérerait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte. En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix. Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché ou n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes.

9.4 Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles affectant significativement les conditions d'exécution du marché

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

10. Suspension des prestations

10.1 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles rendant temporairement impossible la poursuite de l'exécution du marché

Conformément à l'article 24 du CCAG-FCS, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder 15 jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché ou l'accord-cadre et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG-FCS.

11. Règlement des différends entre les parties

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché, dans les conditions prévues au chapitre 8 du CCAG-FCS.

12. Résiliation du marché

12.1 Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies au chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire ne perçoit aucune indemnisation par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS.

L'acheteur peut également faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements produit à l'appui de sa candidature ou de refus de produire les pièces prévues à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique, le marché est résilié aux torts du titulaire.

12.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

13. Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

14. Dérogations

Des clauses du présent CCAP dérogent au CCAG-FCS. L'élément de la clause qui déroge au CCAG-FCS est souligné dans les articles suivants :

L'article 2 du présent document déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 3.2 du présent document déroge aux articles 30.1 et 30.2 du CCAG-FCS.

L'article 3.3 du présent document déroge à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

L'article 4.2.1 du présent document déroge à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS.

L'article 6.4 du présent document déroge à l'article 9.2 du CCAG-FCS.

L'article 7.1 du présent document déroge à l'article 28.2 du CCAG-FCS

L'article 7.2 du présent document déroge à l'article 30.1 du CCAG-FCS et aux alinéas 2 et 3 de l'article 30.3 du CCAG-FCS.

L'article 8.1 du présent document déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

L'article 8.2 du présent document déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

L'article 12.1 du présent document déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.

15. Annexe RGPD

ANNEXE RELATIVE À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT EUROPÉEN SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES ET À L'OBLIGATION DE SÉCURISATION DES DONNÉES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après « le règlement européen sur la protection des données »).

Responsable de traitement

Nom et fonction : Vivien QUEMA, administrateur général de Grenoble INP

Adresse : 46 avenue Félix Viallet 38031 Grenoble Cedex 1 - France

Coordonnées de la personne de contact : DPO@grenoble-inp.fr

Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour assurer la sous-traitance d'un service en lien avec la fourniture suivante « Achat et installation d'un système d'analyse couplé EBSD-EDS 3D sur un MEB-FIB Helios 5 PFIB CXe ».

Les opérations réalisées sur les données sont la collecte, la consultation, la modification, l'import/export, les copies temporaires, la sauvegarde, la restauration, la récupération et autres usages liés aux obligations de reporting au profit de l'Institut polytechnique de Grenoble, pour la plateforme CMTC.

La finalité du traitement est la fourniture et les prestations associées dans les locaux de l'Institut polytechnique de Grenoble, pour la plateforme CMTC.

Pour l'exécution de la prestation, objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les coordonnées professionnelles des intervenants de l'Institut polytechnique de Grenoble ainsi que celles des personnes désignées pour la plateforme CMTC.

Durée du contrat

La durée du contrat est indiquée à l'article 3.1 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché.

Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement

Le sous-traitant s'engage à traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet de la sous-traitance et à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.

Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage notamment à :

- ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données traitées dans le cadre du présent marché ;
- prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché ;
- mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données ;

- mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés ;
- mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données ;
- restituer l'intégralité des données exigées par l'Institut polytechnique de Grenoble puis détruire l'ensemble des données de l'Institut polytechnique de Grenoble détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché ;
- mettre à la disposition de l'Institut polytechnique de Grenoble les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par l'Institut polytechnique de Grenoble.